

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 22/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LYCEE PROFESSIONNEL ALFRED MEZIERES**

av de L'aviation  
54400 Longwy

Références : AC/RGZ/0235\_2024  
Code AIOT : 0006204952

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement LYCÉE PROFESSIONNEL ALFRED MÉZIÈRES 3 avenue de l'aviation à Longwy. L'inspection a été annoncée le 08/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LYCÉE PROFESSIONNEL ALFRED MÉZIÈRES
- 3 AV DE L AVIATION 54401 LONGWY CEDEX 54400 LONGWY
- Code AIOT : 0006204952
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le lycée Alfred MÉZIÈRES à Longwy possède des installations techniques qui sont classées au titre de la législation des ICPE.

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée." **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
6	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
8	pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	pollution de	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	l'air	20/10/1989, article 17		
10	bains de trempe	Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 20 et 21	Demande d'action corrective	3 mois
11	lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 3	Sans objet
3	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 4	Sans objet
4	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 5	Sans objet
7	bruit	Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 12	Sans objet
12	lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 28	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre à jour sa situation administrative, il doit d'une part réaliser des cessations d'activité partielle et d'autre part régulariser sa situation par rapport à la législation des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 1															
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, SITUATION RUBRIQUE 2560															
<b>Prescription contrôlée :</b> Le Lycée d'Enseignement Technique Alfred Mézières, avenue de l'aviation à LONGWY est autorisé à poursuivre l'exploitation d'un atelier de travail mécanique des métaux, où travaillent simultanément plus de 60 élèves.  Au regard de la nomenclature des installations classées, les activités de cet atelier sont visées par les rubriques citées ci-dessous.  Rubriques : <table><tr><td>282 Travail mécanique des métaux</td><td>Autorisation</td></tr><tr><td>6 Dépôt d'acétylène</td><td>Déclaration</td></tr><tr><td>284 Fonderie métaux et alliages</td><td>Déclaration</td></tr><tr><td>285 Trempe métaux et alliages</td><td>Déclaration</td></tr><tr><td>328 Dépôt d'oxygène</td><td>Déclaration</td></tr><tr><td>361 Installations de compression</td><td>Déclaration</td></tr><tr><td>405 Peintures vernis</td><td>Déclaration</td></tr></table>		282 Travail mécanique des métaux	Autorisation	6 Dépôt d'acétylène	Déclaration	284 Fonderie métaux et alliages	Déclaration	285 Trempe métaux et alliages	Déclaration	328 Dépôt d'oxygène	Déclaration	361 Installations de compression	Déclaration	405 Peintures vernis	Déclaration
282 Travail mécanique des métaux	Autorisation														
6 Dépôt d'acétylène	Déclaration														
284 Fonderie métaux et alliages	Déclaration														
285 Trempe métaux et alliages	Déclaration														
328 Dépôt d'oxygène	Déclaration														
361 Installations de compression	Déclaration														
405 Peintures vernis	Déclaration														
<b>Constats :</b> L'installation est classée à autorisation sous la rubrique 282 crée par le décret 58-451 du 15 avril 1958. La rubrique 282 a été remplacée par la rubrique 2560 [Travail mécanique des métaux et alliages] par le décret 93-1412 du 29 décembre 1993 modifiant la nomenclature des installations classées. La rubrique 2560 a été modifiée par les décrets n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 et n°2017-1595 du 21 novembre 2017 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  Parallèlement à cette modification réglementaire l'exploitant a renouvelé ses machines et modifié son activité. L'exploitant déclare qu'il possède 41 machines pour une puissance installée de 160,8 kW.  La réglementation indique que pour la rubrique 2560 les seuils de classement à déclaration avec contrôle sont : puissance supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW. Cela classe l'installation dans la rubrique déclaration avec contrôle pour la rubrique 2560.  La réglementation précise pour La rubrique 2560 que par puissance il faut entendre : La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation. L'exploitant a la possibilité (pas l'obligation) de ne cumuler que la puissance des machines qui techniquement peuvent fonctionner simultanément.  L'exploitant déclare que selon les normes de l'Éducation Nationale seuls douze élèves peuvent être dans l'atelier en même temps, cela implique que la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est bien inférieure à 150 kW.  Par contre la réglementation précise également que pour bénéficier de cette notion de fonctionnement simultané il faut la mise en place d'une mesure technique empêchant le fonctionnement simultané (shunt, impossibilité matérielle d'actionner ou d'utiliser les machines en même temps, limitation de la puissance délivrée par le compteur électrique et absence de sources d'énergie autonome...).															

L'exploitant se trouve devant une situation où il peut choisir de rester avec une puissance installée de 160 kW ou de mettre en place une mesure technique empêchant le fonctionnement simultané.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant a trois mois pour se positionner par rapport à la rubrique 2560.

1 - Soit il reste avec 160 kW et dans ce cas, suite à une évolution de la réglementation et une évolution du volume des activités, les installations exploitées relèvent du régime de la déclaration avec contrôle.

Le cas échéant, l'exploitant n'ayant pas demandé à ce que les installations soient gérées suivant les règles de procédure de la déclaration, l'arrêté préfectoral n° 15027-1989 du 10 octobre 1989 reste applicable.

De fait, les règles procédurales restent celles de l'autorisation ; le régime des installations est celui de la déclaration ; l'arrêté ministériel du 17 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 est opposable à l'exploitant, en ce qu'elles s'appliquent aux installations existantes et sous réserve de l'arrêté préfectoral d'autorisation susmentionné.

L'exploitant aura alors 6 mois pour faire réaliser un bilan de conformité par rapport à la réglementation ICPE.

2 - Soit il limite la puissance de son installation et, dans ce cas, suite à une évolution de la réglementation et une évolution du volume des activités, les installations exploitées ne relèvent plus de la législation ICPE.

Le cas échéant, l'exploitant devra notifier à Madame le Préfet la cessation de son activité ICPE.

La mise en sécurité du site devra être validée par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Il devra émettre une ATTES-SECUR.

S'il le souhaite considérant que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur. Dans ce cas, l'exploitant notifiera à Madame le Préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, SITUATION RUBRIQUE 4725
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dépôt d'oxygène liquide sera exploité conformément aux dispositions de l'arrêté type n° 328 bis annexé à l'arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare qu'aujourd'hui il stocke un maximum de 4 bouteilles d'oxygène ce qui représente 57.5 kg d'oxygène.  L'exploitant est classé sous la rubrique 328 bis modifiée par le décret 89-103 du 15 février 1989 pour une quantité initiale de 96 m <sup>3</sup> soit 128 kg. La rubrique 328 bis a été remplacée par la rubrique 1220 [oxygène (emplois et stockage d')] par le décret du 7 juillet 1992 modifiant la nomenclature des installations classées. La rubrique 1220 a été remplacée par la rubrique 4725 [oxygène] par le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  Le seuil de classement de la rubrique 4725 est : quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t.  L'activité est déclassée suite à une modification de la nomenclature des installations classées. L'exploitant ne doit pas réaliser de cessation d'activité concernant cette rubrique.  <b>L'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 1989 devra être supprimé dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire (APC).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, SITUATION RUBRIQUE 4719
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dépôt d'acétylène dissous sera exploité conformément aux dispositions de l'arrêté type n° 6 annexé à l'arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare qu'aujourd'hui il stocke un maximum de 4 bouteilles d'acétylène contenant chacune 5.5 kg d'acétylène soit 22 kg d'acétylène.  L'exploitant est classé sous la rubrique 6 modifiée par le décret 89-103 du 15 février 1989 pour une quantité initiale de 96 m <sup>3</sup> soit 100 Kg  La rubrique 6 a été remplacée par la rubrique 1418 [acétylène (stockage ou emplois d')] par le décret du 07 juillet 1992 modifiant la nomenclature des installations classées. La rubrique 1418 a été remplacée par la rubrique 4719 [acétylène] par le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le seuil de classement de la rubrique 4719 est : quantité susceptible d'être présente dans l'installation supérieure ou égale à 275 kg.  L'activité est déclassée suite à une modification de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant ne doit pas réaliser de cessation d'activité concernant cette rubrique.
<b>L'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 1989 devra être supprimé dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire (APC).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, SITUATION RUBRIQUE 1185
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de compression seront en conformité avec les dispositions de l'arrêté type n° 361 annexé à l'arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant est classé sous la rubrique 361 créée par le décret 77-1134 du 21 septembre 1977. La rubrique 361 a été remplacée par la rubrique 2920 [réfrigération ou compression ...] par le décret 96-197 du 11 mars 1996 modifiant la nomenclature des installations classées. La rubrique 2920 a été supprimée par le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  L'activité est déclassée suite à une modification de la nomenclature des installations classées. L'exploitant ne doit pas réaliser de cessation d'activité concernant cette rubrique.  <b>L'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 1989 devra être supprimé dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire (APC).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, SITUATION RUBRIQUE 2940
<b>Prescription contrôlée :</b> L'application de peinture par pulvérisation se fera conformément aux dispositions de l'arrêté type 405 annexé à l'arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant est classé sous la rubrique 405 créée par le décret 65-740 du 24 août 1965. La rubrique 405 a été remplacée par la rubrique 2940 [vernis, peintures...] par le décret 96-197 du 11 mars 1996 modifiant la nomenclature des installations classées.  L'exploitant a déclaré avoir cessé toute activité de peinture et vernis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit notifier à Madame le Préfet l'arrêt définitif de l'installation. L'exploitant doit ensuite réaliser la cessation d'activité.  La mise en sécurité du site doit être validée par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Il devra émettre une ATTES-SECUR.  S'il le souhaite considérant que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur. Dans ce cas, l'exploitant notifie à madame le

préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 :** situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, SITUATION RUBRIQUE 2551
<b>Prescription contrôlée :</b> L'atelier de fonderie des métaux et alliage sera en conformité avec les dispositions de l'arrêté type n° 284 annexés à l'arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant est classé sous la rubrique 284. La rubrique 284 a été remplacée par la rubrique 2551 [Fonderie de métaux et alliages ferreux] par le décret 93-1412 du 29 décembre 1993 modifiant la nomenclature des installations classées.  L'exploitant a déclaré avoir cessé toute activité de Fonderie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit notifier à madame le préfet l'arrêt définitif de l'installation. L'exploitant doit ensuite réaliser la cessation d'activité.  La mise en sécurité du site doit être validée par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Il devra emmètre une ATTES-SECUR.  S'il le souhaite considérant que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur. Dans ce cas, l'exploitant notifie à madame le préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 :** bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BRUITS
<b>Prescription contrôlée :</b> Les travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit (machinerie, manutention, voiturage, etc.) seront interdits entre 20 heures et 7 heures.
<b>Constats :</b> Les travaux sont limités aux heures de cours, il n'y a pas d'activité entre 18 heures et 08 heures le lendemain. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution réseau AEP
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif de protection devra être placé à l'entrée de l'établissement sur le réseau d'alimentation en eau potable afin d'éviter tout retour d'eau polluée dans le réseau.
<b>Constats :</b> Selon l'exploitant il n'y a pas de dispositif de protection placé à l'entrée de l'établissement sur le réseau d'alimentation en eau potable.  Par contre l'ensemble des refroidissements des machines se fait en circuit fermé ce qui rend impossible la contamination du réseau AEP.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra vérifier auprès de l'exploitant du réseau AEP la présence effective d'un système anti retour. Si le système est inexistant l'exploitant devra fournir un bon de commande signé pour un retour rapide à la conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution de l'air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières provenant du meulage ou du polissage seront captées et traitées de façon efficace, de manière à ne pas gêner le voisinage par leur dispersion. Les fumées de soudure seront filtrées avant évacuation vers l'atmosphère.
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de système de captage des poussières du meulage ou du polissage. Les fumées de soudure ne sont pas filtrées avant évacuation vers l'atmosphère.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en place des systèmes de captage des poussières du meulage ou du polissage ainsi que des fumées de soudure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : bains de trempe**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 20 et 21
<b>Thème(s) :</b> Autre, bains de trempe
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 20 Si la trempe est faite avec des bains de substances combustibles ou inflammables, le bac de

<p>trempe devra pouvoir être rapidement clos de façon assez hermétique en cas d'inflammation.</p> <p>Article 21 Des dispositions seront prises pour empêcher que le voisinage ne soit incommodé par les émanations des bains de trempe. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré avoir cessé toute activité de Trempe.</p> <p><b>Les articles 20 et 21 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 1989 devront être supprimés dans un prochain APC.</b></p> <p>L'exploitant est classé sous la rubrique 285. La rubrique 285 a été remplacée par la rubrique 2561 [Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages] par le décret 93-1412 du 29 décembre 1993 modifiant la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit notifier à Madame le préfet l'arrêt définitif de l'installation. L'exploitant doit ensuite réaliser la cessation d'activité.</p> <p>La mise en sécurité du site doit être validée par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Il devra emmètre une ATTES-SECUR.</p> <p>S'il le souhaite considérant que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur. Dans ce cas, l'exploitant notifie à madame le préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 11 : lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation électrique sera maintenue en bon état, elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'inspection un rapport de vérification périodique des installations électriques du 06/12/2023 réalisé par DEKRA. Le rapport fait état de non-conformités, l'exploitant affirme que les non-conformités ont été levées.</p> <p>L'exploitant a envoyé le rapport corrigé par mail le 08/02/2024 , il reste certaines non-conformités</p>

à lever.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre un justificatif de la levée des non-conformités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 12 : lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/1989, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux seront pourvus de moyens appropriés de secours contre l'incendie, tels que postes d'eau, seaux-pompes, extincteurs, tas de sable meuble avec pelle de projection, etc...
<b>Constats :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie ont été vérifiés par la société IPS le 31 mai 2023. Ce rapport préconise le changement de plusieurs extincteurs. La société Desautel a procédé aux remplacements préconisés le 25 septembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite